



Indications d'une récession profonde aux Etats-Unis, sur fond de licenciements s'étendant de la côte Ouest à la côte Est

Par [Patrick O'Connor](#)

Mondialisation.ca, 05 novembre 2008

[WSWS](#) 5 novembre 2008

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

Le patronat américain, tant dans le privé que le public, a annoncé des dizaines de licenciements de masse ces derniers jours. L'impact de la récession a commencé à s'étendre largement au-delà du secteur de l'implosion financière et des industries en difficulté telle l'automobile pour toucher l'économie en général.

Les Etats-Unis sont à présent entrés dans ce qui est, dans l'attente de certains analystes, la pire récession depuis plus d'un quart de siècle. Les économistes de JPMorgan Chase ont évalué vendredi que le produit intérieur brut est tombé à un taux annuel de 0,5 pour cent au troisième trimestre de cette année en prévoyant un déclin de 4 pour cent au cours des trois prochains mois d'ici décembre. Ceci signifierait le déclin le plus abrupt depuis la récession de 1981-82.

Le chômage devrait subir une accélération rapide. « A mon avis il sera de l'ordre de 8 ou 8,5 pour cent d'ici la fin de l'année prochaine », a dit au New York Times Nigel Gault, économiste en chef de Global Insight.

Les statistiques rassemblées par le cabinet de conseil en recrutement Challenger, Gray & Christmas, révèlent que les cinq premiers secteurs responsables de licenciements durant les neuf premiers mois, donc jusqu'à septembre de cette année sont : le secteur financier avec 111 200 suppressions d'emploi ; le secteur des services à l'automobile avec 94 900 licenciements ; le secteur gouvernemental à but non lucratif, 66 800 licenciements ; les transports, 62 000 licenciements ; et le commerce de détail avec une perte de 51 300 emplois.

Dix-sept des vingt-neuf hauts fourneaux des aciéries américaines ont cessé de fonctionner suite à une baisse de la demande, ce qui devrait accélérer la baisse de la production qui a connu un déclin de 4 pour cent durant le mois d'août à septembre. L'analyste Michelle Applebaum, de Chicago, a dit au Times que ces chiffres reflétaient « des réductions presque instantanées de production suite à une baisse de la demande mondiale d'acier vu que les acheteurs d'acier diffèrent leurs achats en préférant recourir à leurs propres stocks par ces temps incertains ».

Les géants américains de l'automobile ont annoncé presque tous les jours au cours de ces deux dernières semaines de nouvelles séries de suppressions d'emplois. Vendredi, Chrysler a révélé que 25 pour cent de ses salariés dans le secteur administratif seraient licenciés

avant la fin de l'année et qu'une autre restructuration aurait lieu « dans un avenir proche ». L'annonce qui touche environ 5000 cols blancs, est tombée un jour après que Chrysler eut révélé ses projets de supprimer 1825 autres emplois. Un porte-parole de l'entreprise a dit que les suppressions étaient provoquées par une baisse des ventes au pays et n'étaient pas liées à une éventuelle fusion avec General Motors (GM), Nissan ou Renault.

Les experts de l'industrie automobile ont rejeté cette affirmation. « Les gens qu'ils licencient n'accepteraient certainement pas les différentes alternatives qu'on leur propose », a dit au Wall Street Journal, Van Conway, directeur et partenaire de la firme Conway MacKenzie & Dunleavy sise à Detroit. « Pourquoi les garder, si GM ou Renault ou un autre va reprendre l'entreprise ? Ils sont en train de réduire leurs capacités, c'est sûr, et il semble bien qu'ils vont vendre. C'est évident. »

Les licenciements ne sont qu'un avant-goût des dizaines de milliers de suppressions d'emplois qui vont aller de pair avec une fusion finalisée entre les principales entreprises automobiles.

GM a annoncé la semaine dernière qu'ils allaient suspendre de nombreuses allocations dont bénéficient les employés, y compris les contributions pour les produits de retraite 401(k) des salariés, ils ont aussi dit qu'ils envisageaient de supprimer fin 2008 et début 2009 un nombre non défini d'emplois de leurs effectifs salariés et contractuels. Le Journal a rapporté samedi à l'occasion d'un autre indice du rapide déclin de l'ancien géant industriel, que Toyota dépasserait probablement en octobre GM comme premier producteur mondial en termes de ventes. GM avait occupé cette position pendant plus de 50 ans.

La récession que connaît le secteur manufacturier va exacerber la crise sociale qui touche déjà de vastes couches de la classe ouvrière et des classes moyennes. Les Etats tributaires de l'emploi industriel tels le Michigan et Rhode Island, dont les taux de chômage officiels sont respectivement de 8,7 et 8,8 pour cent ont été tout particulièrement touchés.

Les suppressions d'emplois se sont étendues dans l'ensemble des Etats-Unis, en touchant tous les secteurs industriels y compris de nombreux employeurs du secteur des services. La production ayant trait à l'automobile a été durement touchée : Le Group Diez a annoncé la fermeture de trois usines d'emboutissage de métaux au Michigan avec suppression de 352 emplois. DMAX, une joint-venture de GM et d'Isuzu sise à Moraine en Ohio, a supprimé 300 emplois. B.F. Goodrich a supprimé 500 emplois à son usine de pneus à Woodburn en Indiana. Thomas-Built a supprimé 205 emplois à son usine d'autobus de High Point en Caroline du Nord.

D'autres suppressions d'emplois dans le secteur industriel concernent un total de 1.000 emplois dans trois usines en Caroline du Nord : Silver Line Building Products à Durham, UCO Fabrics à Rockingham et IWC Direct à Elm City. Le fournisseur de solutions et services de communications ADC Telecommunications implanté au Minnesota a supprimé 190 emplois et Align Technologies en a supprimé 111 à Santa Clara en Californie.

Le domaine de la santé et des services publics commence également à être touché. Cambridge Health Alliance dans l'Etat du Massachussetts a supprimé 650 emplois, Blue Cross Blue Shield du Michigan 100 et le centre médical de l'Université de Pittsburgh 500. Le comté de Los Angeles a remis des avis de mise à pied à 200 salariés faute de moyens budgétaires suffisants.

Même les emplois publics en général sont touchés étant donné que la récession affecte les recettes d'impôts des Etats. L'un des plus grands employeurs gouvernementaux, le service postal américain, a informé ses syndicats que 16 000 employés techniques n'étaient pas couverts par la clause de non-licenciement et pourraient être licenciés.

Le gouvernement Bush n'a proposé aucun plan de sauvetage aux millions d'Américains ordinaires qui sont menacés de perdre leur emploi, leur maison et leurs économies. Avec l'aggravation de la récession, les débats se sont concentrés sur une extension du renflouement du secteur financier, évalué potentiellement à plus de 2 billions de dollars, à des couches plus larges du patronat.

Le *Wall Street Journal* a rapporté samedi : « Le Trésor américain envisage d'acquérir des titres de participation dans les sociétés d'assurance, une indication selon laquelle le projet gouvernemental de sauvetage de 700 milliards de dollars pourrait se transformer en une tirelire pour les industries en difficultés... Le Financial Services Roundtable, un groupe commercial sis à Washington a envoyé vendredi une lettre au Trésor pour demander un élargissement du plan de soutien gouvernemental d'injection de fonds de façon à inclure les courtiers négociants, les compagnies d'assurances, les fabricants automobiles et les firmes sous contrôle étranger. »

Les compagnies d'assurances sont d'importants acteurs des marchés financiers avec les 1,3 billion de dollars de dettes d'entreprise figurant à leur bilan. Le Trésor avait déjà projeté de racheter les « créances douteuses » de la branche et considère à présent s'il doit injecter plus de fonds publics dans le secteur en achetant les titres de participation. Les entreprises automobiles veulent faire partie du programme pour pouvoir accéder à suffisamment de capital et poursuivre leurs projets de fusion. Le Journal a fait remarquer que le probable élargissement du plan de soutien « pourrait exercer une pression » sur le montant de l'argent avancé initialement en creusant davantage encore le déficit budgétaire du gouvernement fédéral.

L'absolue priorité de l'élite dirigeante est d'assurer que l'oligarchie financière qui est responsable de la crise économique reste intouchée par son impact en reportant le fardeau de cette catastrophe sur le dos de la classe ouvrière. Cette stratégie demeurera intacte en cas de victoire démocrate aux prochaines élections présidentielles.

Le principal conseiller économique de Barack Obama, Robert Rubin, a accordé une interview révélatrice à l'émission d'hier « *Face the Nation* » de la chaîne CBS. Rubin, qui est actuellement le président de Citigroup, avait été secrétaire au Trésor dans le gouvernement de Bill Clinton et également un ancien associé de Goldman Sachs. Il a souligné que des dépenses supplémentaires, dans le cadre du soi-disant plan de relance budgétaire de la « reprise économique » des démocrates, seraient « liées à un engagement à une discipline fiscale à long terme de façon à ce que nous ne courions pas le risque de miner notre marché obligataire et notre marché monétaire » et « liées à un engagement à long terme pour rétablir des conditions fiscales saines ».

En d'autres termes, une limitation substantielle des dépenses publiques pour les programmes sociaux et l'infrastructure, figure à l'ordre du jour.

La relance budgétaire de 150 milliards de dollars proposée par les démocrates n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan par rapport au plan de renflouement de Wall Street, sans mentionner les besoins sociaux réels de la population. Mais, même cette maigre somme

sera prise pour cible afin de promouvoir des secteurs économiques choisis et non pas pour soulager la détresse sociale grandissante.

Le présentateur de CBS, Bob Schieffer, a demandé Rubin si le plan de relance budgétaire inclurait « un quelconque programme massif de grands travaux d'utilité publique comme celui que le président Roosevelt avait appliqué durant la Grande Dépression », ou s'il prévoyait que les gens dans le besoin recevraient des chèques de la part du gouvernement.

Après avoir émis un petit rire de dérision concernant les programmes de grands travaux d'utilité publique lancés dans les années 1930, Rubin a répondu : « Bob, je dirais que ce n'est ni l'une ni l'autre option, telles que vous les décrivez. » Il a expliqué que l'argent serait dirigé vers les gouvernements locaux et fédéraux de telle sorte que les programmes économiques et sociaux existant déjà, et qui sont extrêmement inadéquats, puissent être maintenus. Il a également dit que des abattements d'impôts supplémentaires seraient établis.

Un article à la une du *New York Times* d'hier et intitulé, « En cas de raz-de-marée électoral du parti, les démocrates voient les risques et les récompenses » a précisé qu'il n'y aura pas de changement significatif dans la politique économique et sociale du pays et ce, même, comme c'est probable, en cas de victoire présidentielle et de l'éventualité d'une vaste majorité démocrate au sein des deux chambres du congrès. Une telle victoire, remarque le *Times*, comprenant une majorité de 60 membres au Sénat qui mettrait à mal des manœuvres parlementaires d'obstruction (filibusters) « pourrait donner une force extraordinaire aux démocrates pour développer un programme ambitieux de santé, d'impôts, de droits syndicaux, de l'énergie et de la sécurité nationale ».

Mais, poursuit l'article : « Assagis par leurs années d'exil, les démocrates ont dit qu'ils étaient déterminés à éviter ces pièges [d'un « excès de confiance en soi »] au cas où les électeurs leur donneraient le contrôle de la Maison-Blanche et du Congrès... Le caractère de la majorité démocrate, élargie en partie du fait de l'élection de centristes et même de conservateurs, tempérerait également le zèle démocrate de poursuivre un programme excessivement idéologique, ont affirmé les démocrates. »

Au motif fallacieux d'en appeler aux « centristes » et d'éviter un « programme idéologique », Obama et ses collègues sont prêts à intensifier le programme droitier avancé par les gouvernements successifs républicains et démocrates. Ces développements ont révélé au grand jour les partisans d'Obama, ceux qui prônent le libéralisme politique et ceux de « gauche », qui cherchent à entretenir l'illusion qu'une victoire électorale démocrate marquerait une quelconque rupture avec le programme réactionnaire de Bush.

Article original, WSWS, paru le 27 octobre 2008.

© WSWS.

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Patrick O'Connor](#), [WSWS](#), 2008

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca